



Communiqué sur la situation politique et sociale actuelle

Les organisations de retraité·es soussignées ont pris acte, au lendemain des élections européennes, de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République. La période est cruciale et la responsabilité du mouvement syndical et associatif est grande.

Les 8 organisations, attachées à l'indépendance entre partis, syndicats et associations considèrent qu'elles ne peuvent être indifférentes et se sentent concernées par la gravité de la situation politique et sociale actuelle.

Depuis des mois, les retraité·es, comme l'ensemble de la population, sont confronté·es à un refus catégorique de la part du gouvernement de MM Macron et Attal de satisfaire les revendications que ce soit en particulier en matière d'augmentation des pensions de base et complémentaires, de droit à la santé ou d'accès aux services publics.

Plus que jamais, la déclaration adoptée par nos organisations le 23 mai dernier est d'une brûlante actualité :

« Nos organisations sont conscientes des menaces sur les libertés syndicales et individuelles et considèrent que face à ces dérives, il est urgent de réaffirmer nos revendications qui sont à l'origine du G9 et qui sont le ciment de l'unité d'action que nous mettons en œuvre depuis 10 ans :

- *Défense du pouvoir d'achat des retraités par l'indexation de toutes les pensions sur les salaires, la revalorisation des pensions au moins à hauteur de l'inflation, le rattrapage des pertes subies et l'exigence de ne plus avoir de pension inférieure au SMIC.*
- *Défense des pensions de réversion.*
- *Défense de l'accès aux soins dans le cadre du 100 % Sécu que nous revendiquons.*
- *Défense des services publics, en particulier ceux de proximité : hôpitaux, EHPAD, SSAD, transports, des télécommunications, l'énergie etc.*

Nous nous engageons à poursuivre la défense de notre plate-forme revendicative dans la recherche constante de l'unité d'action et la défense acharnée de nos conditions de vie. »

Aussi, pour les organisations soussignées, il ne saurait y avoir de trêve électorale ni olympique dans le combat pour la paix tout de suite, pour la satisfaction des revendications, contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme.

Concernant les mobilisations en cours, chaque organisation se déterminera en fonction de ses orientations et de ses mandats.

Paris le 17 juin 2024

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)